

# La politique économique de la CAQ

## Un nationalisme de succursales

Julia Posca

*Chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)*

En 2018, après des décennies à être gouverné presque uniquement par des avocats, le Québec s'est finalement donné un homme d'affaires comme premier ministre. Le fait ne peut être qu'anecdotique. Effectivement, en fondant la Coalition Avenir Québec (CAQ) en 2011, François Legault souhaitait mettre de côté les enjeux constitutionnels et rallier tant les souverainistes que les fédéralistes à la cause de la création de richesse, qui à ses yeux faisait défaut au Québec. Quatre priorités avaient alors été déterminées : d'abord et avant tout, l'éducation ; ensuite, « assurer la vitalité de notre culture » ; puis, « accroître la performance de nos services publics » ; et enfin, « créer une économie de propriétaires et non de succursales »<sup>1</sup>.

Dès sa première participation à une élection générale, la CAQ s'est présentée comme le parti de l'économie. L'année suivante, Legault dévoilait sa proposition phare en matière économique : le Projet Saint-Laurent, qui visait à « hausser, d'ici dix ans, de 10 milliards, ou de 50 %, les investissements annuels des entreprises au Québec afin de rejoindre la moyenne canadienne » et de « miser sur l'innovation plutôt que sur les ressources naturelles pour rattraper le niveau de vie du reste du Canada. [...] L'indépendance, ça commence par l'indépendance économique et, actuellement, le Québec est plus pauvre que les autres provinces », affirma le chef de la coalition lors du dévoilement du projet en 2013, sans toutefois présenter le contenu précis de ce projet<sup>2</sup>.

1 Tommy Chouinard, « Legault lance son mouvement », *La Presse*, 21 février 2011, <[www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201102/21/01-4372413-legault-lance-son-mouvement.php](http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201102/21/01-4372413-legault-lance-son-mouvement.php)>.

2 Robert Dutrisac, « Legault rêve d'une "vallée de l'innovation" », *Le Devoir*, 25 mars 2013.

Mais l'opinion publique ne semblait pas s'émouvoir d'un tel discours à saveur de nationalisme économique. Tant à l'élection de 2012 qu'à celle de 2014, malgré une percée appréciable, le parti arriva chaque fois bon troisième. L'intérêt pour la CAQ grandissait, mais son rendez-vous avec l'histoire n'était pas encore arrivé.

Pour remporter la mise, François Legault devait changer de stratégie sans toutefois remiser son veston d'entrepreneur. En 2018, quatre ans après que Philippe Couillard eût éterné en campagne électorale son trio économique (Carlos Leitao, Martin Coiteux et Jacques Daoust), la CAQ présentait une « escouade » économique formée de pas moins de 36 candidats et candidates ayant « une expérience d'entrepreneuriat, de gestion d'entreprises ou de développement économique M. Dubé a été nommé ministre de la Santé et Services sociaux à la suite d'un remaniement ministériel le 22 juin 2020. (NdR) <sup>3</sup> ». En mettant de l'avant des propriétaires de petites entreprises, des administrateurs d'instances régionales ou municipales et des cadres du secteur privé, la CAQ montrait qu'elle souhaitait être la voix d'une petite bourgeoisie locale qui n'avait de bourgeoisies que les aspirations.

Le chef de la Coalition Avenir Québec, parti issu de la fusion en 2011 avec l'Action démocratique du Québec, entendait cependant se présenter plus que jamais comme le défenseur d'une culture québécoise en péril. Dans la foulée des débats sur les accommodements raisonnables et la laïcité de l'État, François Legault se rangea à partir de 2014 dans le camp des partisans de l'interdiction du port de signes religieux pour les personnes en position d'autorité dans l'appareil de l'État. Puis en 2016, il commença à prôner l'instauration d'un « test des valeurs » à faire passer aux nouvelles et nouveaux arrivants. Le nationalisme était plus que jamais identitaire à la CAQ. Le message résonna chez l'électorat qui, le 1<sup>er</sup> octobre 2018, choisit de tourner le dos aux « vieux » partis en votant pour le « changement », cette bonne vieille option aux contours malléables.

Après un an et demi au pouvoir, Legault faisait le point avec le journaliste Alec Castonguay. Sa plus grande réussite ? « La fierté d'être québécois augmente. [...] On a de grandes ambitions pour le Québec et, pour les réaliser, il faut d'abord être une famille qui travaille ensemble. [...] On doit être soudés par une base commune : notre langue, nos valeurs, ce qu'on est. Ce n'est pas être raciste que de souhaiter protéger cette base commune », avait-il alors affirmé <sup>4</sup>.

## Champ libre à l'entreprise privée

Les 18 premiers mois du gouvernement caquiste ont ainsi été marqués par un agenda législatif qui fut tout sauf vraiment économique : rehaussement de l'âge légal

3 Guillaume Bourgault-Côté, « L'«escouade» économique de la CAQ », *Le Devoir*, 29 août 2018.

4 Alec Castonguay, « François Legault : Fierté retrouvée », *L'Actualité*, vol. 45, n<sup>o</sup> 01, janvier 2020.

pour acheter du cannabis, instauration d'un taux unique de taxation scolaire, mise sur pied des maternelles 4 ans, interdiction du port de signes religieux par les employé·e·s de l'État en position d'autorité, adoption de la réforme de l'immigration (combinée à une baisse du nombre d'immigrantes et d'immigrants admis), abolition des commissions scolaires, libéralisation de l'industrie du taxi, et enfin réforme de la Régie de l'énergie.

Jusqu'ici, le programme économique de la CAQ semble s'être limité à ce souhait, répété comme un mantra, « d'éliminer l'écart de richesse existant actuellement entre le Québec et ses principaux partenaires et voisins. Nous voulons accroître notre richesse en augmentant le potentiel de croissance économique annuelle du Québec à 2 %, et ainsi renforcer notre autonomie financière au sein du Canada<sup>5</sup> ».

Pour atteindre cet objectif, la CAQ a entrepris de réduire progressivement le fardeau fiscal des particuliers. Le plus récent budget prévoyait par exemple de poursuivre la diminution de la taxe scolaire. Soulignons tout de même qu'il prévoyait aussi une légère hausse des budgets de la santé, des services sociaux et de l'éducation, une hausse censée permettre d'offrir plus de services à la population, notamment en créant de nouvelles places en garderie. Le budget 2020-2021 comprenait en outre une kyrielle de mesures de soutien au secteur privé (crédits d'impôt, allègements fiscaux, soutien à la recherche innovante, etc.) devant contribuer à améliorer la productivité du Québec et à gonfler son PIB.

Totalisant des investissements d'un peu plus d'un milliard de dollars étalés sur six ans, ces mesures s'apparentent toutefois davantage à du « saupoudrage » qu'à une politique industrielle structurante. Mise en place du crédit d'impôt à l'investissement et à l'innovation, instauration de la déduction incitative pour la commercialisation des innovations, bonification des crédits d'impôt à la recherche et développement, etc. : on y décèle une volonté de stimuler l'investissement et de générer de la croissance à coups d'incitatifs financiers et de réduction du fardeau fiscal des entreprises.

Si l'on quitte le terrain budgétaire, on remarquera que Legault s'est toujours rangé du côté du patronat et n'a jamais vraiment osé tenir tête au grand capital. Des exemples ? Plus d'un an après le début du lockout des employés de l'Aluminerie de Bécancour, l'ancien PDG d'Air Transat a ouvertement pris position pour l'employeur en affirmant que « le syndicat, étant donné les salaires très importants, pourrait faire des concessions<sup>6</sup> ». À plusieurs reprises pendant la pandémie de COVID-19, le premier ministre a aussi utilisé sa conférence de presse quotidienne pour critiquer les actions ou les positions des

5 *Discours sur le budget. Budget 2020-2021*, prononcé à l'Assemblée nationale par Éric Girard, ministre des Finances, le 10 mars 2020, p. 13, <[http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2020-2021/fr/documents/Budget2021\\_Discours.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2020-2021/fr/documents/Budget2021_Discours.pdf)>.

6 Francis Halin, « Aluminerie de Bécancour : un conflit de travail qui risque de mal tourner », *Le Journal de Montréal*, 1<sup>er</sup> avril 2019.

centrales syndicales ou de syndicats représentant du personnel de la santé, profitant ainsi de sa tribune pour dépeindre négativement les organisations de salariées.

Sa position sur le salaire minimum est aussi très claire : il s'est toujours opposé à ce qu'il soit augmenté de manière substantielle, en prétextant comme les représentants du milieu des affaires, les associations patronales et la plupart des économistes qu'une telle mesure entraînerait des pertes d'emploi<sup>7</sup>. Au débat des chefs en 2018, il avait expliqué qu'« il faut y aller progressivement. On veut tous l'augmenter mais ce qui est important, c'est surtout de créer des emplois à 25, 30, 40 \$ l'heure, c'est ça qui manque au Québec<sup>8</sup> ».

Fervent adepte du dogme de la croissance économique, le premier ministre s'est en outre rendu à deux reprises au Forum de Davos, soit en 2019 et en 2020<sup>9</sup>, mais il ne s'est rendu ni à la COP24 qui se tenait à Katowice en Pologne en 2018<sup>10</sup> ni à la COP25 à Madrid, où il s'est contenté d'envoyer son ministre de l'Environnement<sup>11</sup>.

La primauté qu'accorde François Legault à « l'économie » au détriment de l'environnement est d'ailleurs apparue évidente lorsqu'il s'est adressé au Conseil des affaires canado-américaines à Washington en mai 2019. Alors que persistait le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, cette dernière étant un important fournisseur de matières premières, il avait livré ce message : « Il y a plusieurs gisements au Québec qui n'attendent que des investisseurs américains pour être développés<sup>12</sup> ». À ce propos, le gouvernement a récemment revu le rôle d'Investissement Québec afin, notamment, d'accroître les investissements étrangers réalisés en sol québécois<sup>13</sup>.

En somme, la CAQ endosse parfaitement l'idée typiquement néolibérale selon laquelle un gouvernement doit mettre en place les conditions pour que des entreprises – nationales ou pas – « créent de la richesse », même si cela doit se faire au détriment des salariées et de la nature.

Or, dans ce jeu du libre-marché, le protectionnisme a rarement sa place. Si, par le passé, Legault a critiqué le Parti libéral pour son incapacité à protéger les fleurons du Québec inc., tout porte aujourd'hui à croire qu'un gouvernement caquiste ne pourra faire mieux à ce chapitre. Depuis que les troupes de François Legault sont au pouvoir, l'entreprise Sico a délocalisé plusieurs de ses activités en Ontario (le premier ministre avait alors appelé au boycottage du fabricant de peinture); Air Transat a

7 Michel Girard, « La bataille des gagne-petit », *Le Journal de Montréal*, 27 août 2018.

8 Tommy Chouinard, « Débat des chefs : Legault attaqué, Lisée fonce », *La Presse*, 13 septembre 2018.

9 Sylvain Larocque, « Legault et Trump au grand cirque de Davos », *Le Journal de Montréal*, 18 janvier 2020.

10 Jocelyne Richer, « Legault renonce à se rendre à la COP24 », *Le Soleil*, 29 octobre 2018.

11 Patrice Bergeron, « Québec prend part à la COP25 sans bilan de ses GES », *Le Devoir*, 9 décembre 2019.

12 Richard Hétu, « Hydroélectricité : Legault veut la "bénédiction" de l'administration Trump », *La Presse*, 23 mai 2019.

13 « Le gouvernement Legault lance sa réforme d'Investissement Québec », *Radio-Canada*, 12 juin 2019.

été achetée par Air Canada ; et le groupe Maurice, qui possède des résidences pour personnes âgées, a été vendu à des intérêts américains. Ironiquement, Legault avait à cette dernière occasion affirmé que le groupe faisait partie d'une « industrie qui n'est pas stratégique<sup>14</sup> » pour la province (il a depuis évoqué la possibilité de nationaliser les CHSLD privés). Rappelons enfin que le premier ministre a soutenu la signature du nouvel ALENA – appelé ACEUM – dans lequel il voit un gain puisqu'il prévoit entre autres qu'aucun tarif douanier ne sera appliqué sur les exportations d'aluminium, une bonne nouvelle pour les entreprises québécoises du secteur<sup>15</sup>.

L'ancien homme d'affaires joue à fond la carte du nationalisme économique. Récemment, il évoquait la possibilité de voir dans les années à venir une forme de démondialisation en raison de la pandémie de COVID-19, et il se fait un devoir d'encourager l'achat local depuis le début de la crise. Or, cette doctrine se bute constamment à la réalité d'une économie mondiale qui est malgré tout fortement libéralisée. Et rien dans le contexte actuel ne laisse entrevoir un recul de la tendance oligopolistique de l'économie capitaliste. Comment fera alors Legault pour freiner les futures pertes de sièges sociaux ? Pourra-t-il s'opposer aux politiques fédérales qui vont à l'encontre des visées du gouvernement de la province ? Comment s'y prendra-t-il pour s'opposer aux implications concrètes des ententes de libre-échange ? Jusqu'ici, en tout cas, il s'en est montré incapable.

## L'homme qui voulait être aux commandes

Là où François Legault se démarque de ses adversaires politiques, c'est peut-être davantage dans sa manière de faire de la politique. Dans tous les dossiers qu'a menés le premier ministre, les maîtres mots de l'action de l'État étaient : volonté populaire et efficacité. Les Québécoises et les Québécois veulent quelque chose ? Nous allons leur donner sans être inquiétés par les caprices du parlementarisme<sup>16</sup>. Impatient devant l'allongement de l'étude du projet de loi sur l'abolition des commissions scolaires, Legault avait par exemple invité les député-e-s de l'opposition à « aller dans les centres commerciaux pour demander aux gens s'ils souhaitent conserver les élections scolaires ou non<sup>17</sup> ». Au diable les « parlementeries » ! Le ministre de l'Environnement Benoît Charrette s'est également illustré à ce chapitre en affirmant qu'il n'avait pas besoin de voir des études scientifiques pour se convaincre des bienfaits environnementaux qu'amènerait le projet d'un troisième lien routier entre Québec et Lévis<sup>18</sup>.

14 Hugo Pilon-Larose, « Groupe Maurice : Legault parle d'une industrie non stratégique », *La Presse*, 4 juin 2019.

15 Guillaume Bourgault-Côté, « L'ACEUM divise Legault et Blanchet », *Le Devoir*, 14 décembre 2019.

16 Michel C. Auger, « Quand la CAQ élimine les contre-pouvoirs », *Radio-Canada*, 5 novembre 2019.

17 Patrice Bergeron et Jean Philippe Angers, « Le projet de loi 40 adopté sous bâillon », *Le Devoir*, 8 février 2020.

18 Carl Marchand, « Benoit Charette n'a pas besoin d'études pour être convaincu du 3<sup>e</sup> lien », *Radio-Canada*, 7 octobre 2019.

Le Parti québécois organisait des sommets pour consulter la société civile, tandis que le Parti libéral commandait des rapports à des experts pour justifier en amont ses politiques. Consulter, évaluer, juger : la CAQ, elle, n'a pas de temps à perdre avec de telles procédures bureaucratiques. L'action gouvernementale doit pour le premier ministre s'inspirer de la culture du monde des affaires, à commencer par le respect de la hiérarchie qui est typique des organisations à but lucratif. En effet, si l'on en croit ses proches collaborateurs, « François Legault aime être aux commandes. Il laisse ses ministres travailler, mais il n'est jamais loin<sup>19</sup> ». Pas besoin de démocratie quand on a un « cheuf » dévoué.

La gestion de l'épidémie de COVID-19 a mis en évidence cette facette du premier ministre. Il semble se plaire dans sa posture de chef de l'État s'adressant directement à la population jour après jour pour rassurer et convaincre de sa bienveillance. On le sent satisfait de son rôle de « boss », comme l'a appelé le directeur national de la santé publique à quelques reprises. Il avait d'ailleurs paru agacé lorsque ce dernier avait omis de l'identifier comme « premier » ministre. Legault s'est battu fort pour atteindre la plus haute fonction publique qui soit, et il n'accepte pas qu'on lui enlève son titre, même involontairement. Il est l'exemple parfait de celui qui est parvenu<sup>20</sup> : issu d'un milieu modeste, il s'est hissé au sommet de la société québécoise, une position qu'il a de surcroît ravie à l'élite québécoise traditionnelle. Il ne se la laissera pas reprendre de sitôt.

Au fond, c'est peut-être bien ça, la marque Legault : une croyance dans le mérite individuel qui se transpose dans une valorisation de la figure mythique de l'entrepreneur. Or, ce rêve d'une nation de propriétaires apparaîtra bien rapidement pour ce qu'il est : un discours qui permet de légitimer un ordre économique où il revient encore à une minorité de prendre les décisions qui ont un impact sur nos vies et notre devenir collectif. Dans un monde dominé par les corporations multinationales, les règles du jeu sont encore celles qu'édicte les représentants du grand capital et, avec la CAQ au pouvoir, il y a fort à parier que le Québec devra se contenter d'être une nation de succursales.

19 Castonguay, *op. cit.*

20 Julia Posca, *Le manifeste des parvenus*, Montréal, Lux, 2018.

## L'adversaire

Milan Bernard et Simon Tremblay-Pepin

*Respectivement doctorat en science politique à l'Université de Montréal et professeur à l'Université Saint-Paul*

### L'indépendance du Québec, un conflit politique

Le conflit politique est un antagonisme défini par la configuration, la délimitation des frontières d'une communauté. Or, le mouvement souverainiste québécois a perdu certains de ses repères au cours des dernières années, son adversaire devenant au mieux flou et virtuel, sinon totalement inexistant. Le maintien d'un rapport de force, voire l'existence même du sujet politique indépendantiste, devient ainsi impossible. Historiquement, la « figure » symbolique de l'adversaire fut incarnée, successivement, par les Britanniques, le Canada anglais et les fédéralistes québécois. L'arrivée sur la scène politique du Parti québécois (PQ) à la fin des années 1960 a cristallisé le rapport antagonique entre cette organisation et le Parti libéral du Canada (PLC). Les figures emblématiques de René Lévesque et de Pierre Elliott Trudeau symbolisaient un combat de « géants » qui dépassait le quotidien de la politique au Québec et au Canada. Ce qui s'y jouait était d'un autre niveau, de celui qui fait ou défait les États, dans une mesure comparable à l'importance que prend la *high politics* (la géopolitique) devant la *low politics* (les affaires économiques et sociales) en relations internationales.

### Le parcours du mouvement souverainiste

Alors qu'il était au centre de l'attention, le mouvement souverainiste québécois s'exprimait autour de sensibilités progressistes, notamment autour des politiques sociales issues de la Révolution tranquille. Ainsi, le Canada est non seulement devenu peu à peu un symbole de la colonisation, mais il s'est vu associé aux forces réactionnaires

qui limitaient la possibilité pour le Québec de mettre en place un État plus juste et égalitaire. Cette approche était si forte et si répandue que même l'ex-conservateur et futur « lucide » Lucien Bouchard incitait les Québécois et les Québécoises à voter Oui lors de la campagne référendaire de 1995 afin de dresser le rempart de la souveraineté contre « le vent froid du [...] Canada anglais [...] le vent de droite venu de l'Ouest<sup>1</sup> », accusant le Canada, sous l'influence du Reform Party, de s'en prendre aux plus démunis au nom de la « saine » gestion des finances publiques.

Cependant, il ne s'agissait pas d'un « tout » complètement à gauche et encore moins identifié au socialisme – cette option politique restant minoritaire au sein de la « famille » souverainiste. L'option souverainiste occupait, néanmoins, un espace de centre gauche et comblait le vide, même si, au fil des années, les fissures de cette articulation devenaient visibles, surtout au moment où le PQ s'est résolument engagé dans la voie néolibérale.

À tort, ce parti s'est ensuite accroché à une conception ethnique des frontières politiques. Il a fait des questions « identitaires » son cheval de bataille et a brisé la « chaîne d'équivalences<sup>2</sup> » entre les différentes revendications qui s'unissaient sous la bannière du souverainisme. Ce glissement – combiné à la performance de l'Action démocratique du Québec (ADQ) en 2007, suivie de la création de la Coalition avenir Québec (CAQ) et finalement, de la victoire de la CAQ en 2018 – a contribué à la redéfinition du nationalisme québécois dans son ensemble, diluant l'idée de souveraineté tout en rendant la communauté politique de plus en plus restreinte. Le PQ s'est donc transformé en une remorque hybride des deux pôles politiques formant l'hégémonie de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle : la social-démocratie « libéralisée » (centrisme) et l'ethno-populisme (extrême droite). Les électeurs et électrices, préférant souvent l'original à la copie, ont délaissé les rangs du PQ pour rejoindre ceux de la CAQ, passant du même coup la souveraineté aux pertes et profits.

## Nouveaux clivages

L'adversaire de ce « renouveau » nationaliste – si l'on peut qualifier ainsi un tel recul – est en grande partie interne : grossièrement, il s'alimente de l'immigration, des revendications jugées agaçantes des communautés autochtones et des minorités de même que de la rectitude politique de la gauche moraliste qui les défend. Le Canada anglais est toujours problématique, mais ses pires affronts sont d'attaquer notre égo si facilement froissé par le *Québec-bashing*, ou encore de s'emparer d'une chaîne de rôtisseries de poulet BBQ.

1 Louis Cornellier, « Lucien Bouchard : les raisons du désamour », *Le Devoir*, 22 septembre 2012.

2 Terme utilisé par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Il se définit comme la connexion, par un discours politique unitaire, d'une série de demandes différentes. Une stratégie populiste réussit, pour Laclau et Mouffe, quand sa proposition politique est fondée sur une longue chaîne d'équivalences.



Le Québec, désormais tout à la fois nationaliste et provincialiste, endosse complètement le projet colonial canadien et tente de mener le jeu en imposant sa volonté dans les sphères où il a encore un peu de pouvoir. Il s'impose sur son territoire en passant des lois sur les « étrangers » et il s'impose économiquement dans l'espace canadien en tentant de supplanter économiquement l'Ontario, démonstration par excellence de la réussite provinciale. « Battons le colonialisme à son propre jeu » : voilà la devise du nationalisme d'aujourd'hui.

Or, dans cette histoire, le Canada répond : « À nationalisme, nationalisme et demi ». La montée du nationalisme canadien décomplexé est aussi en partie un produit de la fin de la dynamique du débat fédéralisme/souverainisme. Au Québec comme ailleurs, force est de constater que le modèle fédéral n'a pas permis d'atténuer les tensions, qu'il s'agisse des ordres de gouvernements, de l'équilibre régional ou des communautés autochtones, pas plus qu'il n'a assuré au Québec – ou à l'Alberta – le développement de son plein potentiel à l'intérieur du Canada. En même temps, tout aménagement du fédéralisme semble bloqué. Il n'est donc pas surprenant que les politiciennes et les politiciens fédéraux, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou néodémocrates, ne semblent plus défendre le modèle fédéral comme un projet politique, mais plutôt comme un « attachement » au Canada, à différents degrés, parfois par opposition aux États-Unis ou même aux politiques rétrogrades du nationalisme québécois. Le nationalisme canadien tente de se redéfinir, soit par le retour au multiculturalisme centralisateur (axe Toronto-Trudeau), soit par la consolidation d'un conservatisme extractiviste (axe Calgary-Kenney).

Pour ces raisons, la structure même du Canada rend les changements sociaux collectifs difficiles à mettre de l'avant, et les véritables projets de société carrément impossibles. L'obsession énergétique mine toute possibilité de voir un gouvernement s'engager sur la voie de la transformation sociale et de la transition écologique et économique. La réalisation concrète de cette obsession pétrolière sera soit imposée par l'axe Calgary-Kenney, soit concédée – après moult larmes et tergiversations – par l'axe Toronto-Trudeau.

## **Un adversaire à trois têtes**

Le défi au Québec est donc de réorienter la polarisation vers un nouvel adversaire, ce qui finira par structurer un nouveau mouvement, ancré à gauche, pour l'indépendance, en lutte active contre le racisme et en solidarité avec les Premiers Peuples. Aujourd'hui, au Québec, trois adversaires s'opposent à l'indépendance. Deux sont explicites, alors que le troisième est latent, tapi dans l'ombre.

Le premier adversaire, le plus vocal, c'est le nationalisme provincialiste. La CAQ en est en ce moment le porteur. Mais cette mouvance a emprunté plusieurs véhicules, se croisant parfois, du Parti libéral du Québec (PLQ) au Bloc québécois en passant par

l'ADQ et le PQ. Cet adversaire s'appuie sur un groupe d'électeurs et d'électrices qui ont oscillé entre différents partis, et qui conservent un certain attachement au Canada<sup>3</sup>. Penchant à droite, il mise, dans la joute électorale, sur la lutte contre les « ennemis intérieurs » précédemment cités.

Le deuxième adversaire, relevant d'un créneau plus spécifique, est un progressisme moral et identitaire qui se consacre à la critique du nationalisme québécois et reste en général complètement aveugle aux impasses du fédéralisme canadien et à son nationalisme renaissant. Son approche, souvent libérale, se fonde sur une logique de droits individuels plutôt que d'action politique collective. Est suspecte, à ses yeux, toute construction politique d'un peuple qui se fonderait, notamment, sur une communauté culturelle.

L'adversaire latent, c'est celui qui s'exprimait à l'époque où le projet d'indépendance était une possibilité réelle : le capital nord-américain – dont font désormais partie certaines élites économiques « bien québécoises » – et ses alliés nationaux et internationaux. Pour le moment, cet adversaire ne craint pas une éventuelle indépendance, non plus qu'une transformation sociale majeure au Québec. Il ne porte donc aucune attention à ces questions ni même ne s'exprime véritablement dans l'espace public à leur propos. Ainsi, il laisse aux partisans du nationalisme provincialiste le « sale boulot » de discréditer ses adversaires socialistes ou indépendantistes. Cependant, le jour où l'indépendance ou le socialisme reviendront à l'ordre du jour au Québec, il deviendra un adversaire bien plus menaçant et important que le nationalisme provincialiste et le progressisme moraliste.

Aujourd'hui, s'il a eu raison des partis sociaux-démocrates traditionnels, le néolibéralisme n'a plus d'unité – ni politique ni théorique. La lutte au déficit, le remboursement de la dette, l'austérité : tout cela n'est que rengaine du passé, en perte de statut hégémonique – d'autant plus avec cette double crise, sanitaire et économique, qui va nécessairement prendre de l'ampleur dans la prochaine période. Les vieux ennemis de l'indépendance – les fédéralistes du projet politique à la sauce Pratte, Chrétien ou Charest – semblent encore plus ringards et ne mobilisent plus personne, que ce soit avec eux ou contre eux. Il faut innover. Il est devenu crucial de définir et nommer une unité *politique* propre à nos adversaires et contre laquelle il faudra se construire.

En vrac, on peut identifier leur adhésion au fédéralisme – plus ou moins enthousiaste –, leur nationalisme colonial – québécois ou canadien – et leur volonté de « régler » la question environnementale sans rien changer à l'économie. Tirer son épingle du jeu canadien, protéger le territoire national contre les flux migratoires et les

3 Un sondage réalisé au Québec en 2018 montrait que 27,6 % des francophones se disaient « très attachés » au Canada, et 43,4 % se disaient « plutôt attachés » au Canada. Stéphane Baillargeon, « L'attachement des Québécois au Canada reste stable », *Le Devoir*, 30 juin 2019.

revendications autochtones, favoriser des solutions technologiques à la crise climatique qui nous permettent de maintenir l'exploitation de la nature et des personnes et l'accumulation de la valeur. Voilà, à gros traits, leur projet politique explicite. C'est là l'essence de ce qu'ils défendent. Il reste à leur trouver un nom.

## Se construire dans la lutte

À l'inverse des centristes qui bâtissent des coalitions molles en unissant les gens autour du plus petit dénominateur commun – « *catch-all party* » – pour ensuite offrir des cadeaux spécifiques à certains électors, nous croyons que les forces politiques de gauche se construisent dans l'antagonisme. On se bâtit contre quelque chose : un adversaire est nécessaire. Pendant les deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle, la gauche québécoise s'est construite en opposition aux néolibéraux.

En identifiant un adversaire, il serait possible de redonner à l'indépendance le discours, le lexique, qui ferait s'équivaloir l'adversaire de l'indépendance et l'adversaire de la gauche, de la justice sociale, du camp « populaire » en général. Il nous faut additionner les forces, bâtir une majorité autour de véhicules de changement social, et ainsi construire un puissant alignement, un bloc historique, permettant de s'opposer au nationalisme provincialiste et de rejoindre celles et ceux qui sont séduits par le moralisme pour leur permettre d'adhérer à un projet collectif qui les inclurait effectivement.

## Convergences réactionnaires

Comment qualifier les adversaires ? Comment les faire exister et émerger dans un cadre conceptuel que nous imposerions ? La crise actuelle de la pandémie, toute favorable puisse-t-elle sembler à court terme pour la popularité du nationalisme provincialiste, nous donne peut-être une réponse. En mars 2020, le gouvernement du Québec est devenu *de facto* un gouvernement d'unité nationale. L'Assemblée nationale ne siège plus, l'exécutif gouverne par décret et le gouvernement consulte les chefs des partis d'opposition de façon régulière. Les chefs intérimaires du PLQ et du PQ s'accommodent bien de ce rôle de seconds violons. Les médias remplissent leur devoir de courroie de transmission mieux qu'à l'habitude, apaisent les critiques et se font rassurants. Les forces du *statu quo* qui se déploient en période de crise de même que l'état d'exception favorisent le contrôle du pouvoir exécutif. Toutefois, ce déploiement révèle ces forces du *statu quo*, et la crise marque leur unité. Quelle est cette unité ?

- Une adhésion commune au vieux monde qui s'effrite et s'effondre devant eux. Sans surprise, c'est le propre des défenseurs du *statu quo*. Globalement, c'est le refus de constater la fragilité d'un système supposément inébranlable. Ils défendent donc un « retour à la normale » qui serait le plus près possible de ce

qu'on faisait avant la COVID-19, tout en prétendant que les petits changements qu'on sera forcés d'apporter seront d'énormes transformations sociales.

- L'appui à un interventionnisme étatique temporaire qui vise à sauver les billes du secteur privé en temps de crise – faisant oublier qu'il sacrifie le secteur public en temps normal – et un retour à l'austérité dans la foulée d'un endettement important pour sauver le système. Ces élites médiatiques et politiques protègent ainsi ceux qui ont tiré profit de la crise de 2008 et qui tireront à nouveau profit de la crise de 2020.
- Leur réaction à la crise s'inscrit aussi dans le cadre du nationalisme que nous décrivions plus haut : tirer son épingle du jeu fédéral, prendre l'argent d'Ottawa quand il passe et vivre avec le carcan pétrolier et colonial qu'il nous impose le reste du temps.

De la crise actuelle, deux autres aspects ressortent. D'abord, la double crise sanitaire et économique nous montre l'importance des travailleuses et des travailleurs « essentiels ». Or, cette élite nationaliste a pour fonction de protéger d'abord les « non-essentiels » en demandant aux « essentiels » de se sacrifier (en particulier s'ils sont demandeurs d'asile), c'est-à-dire de mettre leur vie en danger en temps de crise, mais aussi de diminuer progressivement leur qualité de vie en temps normal. Ensuite, l'élite nationaliste n'aura jamais le courage de rompre avec le projet colonial canadien pour justement bâtir un Québec qui s'organiserait d'abord autour de ce qui est essentiel. C'est une élite « dépendante », qui vit aux crochets politiques, économiques et intellectuels des autres élites anglo-canadiennes, étatsuniennes et mondiales. Elle forme avec celles-ci une puissante communauté idéologique et pratique. Il ne sera jamais question pour elle de mordre la main qui la nourrit. L'option de l'indépendance peut se construire justement contre cette dépendance.

## **En guise de conclusion**

Est-ce donc possible de se rassembler contre le nationalisme de province ? Oui, si on structure la position indépendantiste autour de trois enjeux au cœur des préoccupations des jeunes générations les plus militantes : l'environnement, les minorités internes et les Premiers Peuples. Sur toutes ces questions, le lien entre indépendance et socialisme offre une réponse claire et frontalement opposée au nationalisme de province.

Sur la question de l'environnement, on peut projeter de restructurer l'économie vers une autonomie écologique en se sortant des accords et de la rhétorique du libre-échange et de l'obsession pétrolifère, toutes deux guidées par le pouvoir fédéral.

Sur les minorités internes, il est nécessaire d'aller à l'encontre du nationalisme ethnique en s'opposant aux lois laïcardes régressives qui ont été adoptées et en

proposant des façons concrètes de régler le racisme systémique, dont l'inscription dans une constitution de principes antiracistes.

Finalement, concernant les Premiers Peuples, nous devons être prêts à ouvrir clairement la porte à leur autodétermination et, si nécessaire, à tout arrangement de souveraineté, incluant la partition territoriale dans le cadre du processus d'accession à l'indépendance du Québec. En articulant ces positions, nous serons également en meilleure posture pour additionner les forces en vue de faire face, et de remporter le conflit contre le capital nord-américain.

Les voies de la victoire contre l'adversaire restent encore à trouver. Bien sûr, un gouvernement qui instaurerait un projet transformateur constituerait un élément central. Il s'agirait d'une condition essentielle, mais – le passé nous l'a douloureusement appris – non suffisante. Il faudra une unité populaire capable de protéger les avancées contre la réaction musclée du capital nord-américain. Un bloc historique majoritaire prêt à défendre les avancées sociales et politiques d'une option indépendantiste et socialiste sera la seule protection potentiellement efficace contre cet adversaire. Il doit être rapidement constitué pour pouvoir bien jouer son rôle le temps venu.